

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Traoré, Sékou. *La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, (FEANF)*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1985, 102 p.

par Michel Houndjahoué

Études internationales, vol. 18, n° 2, 1987, p. 462-463.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702189ar>

DOI: 10.7202/702189ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

préoccupent de la réalité vécue par les populations africaines suite aux grands projets de développement.

Lise PILON-LÉ

Département d'anthropologie
Université Laval, Québec

TRAORE, Sékou. *La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France*, (FEANF), Paris, Ed. L'Harmattan, 1985, 102 p.

C'est un travail de commande: l'auteur l'a affirmé dans son avant-propos. C'est à la suite de la publication de son livre intitulé: *Responsabilités historiques des Étudiants africains*, paru en 1973 que, comme lui-même l'a dit: « de nombreux militants d'Afrique et de l'étranger m'ont demandé de faire une étude exhaustive de la FEANF, en raison de l'importance du rôle que cette organisation a joué dans le processus de libération de l'Afrique » p. 11.

Sékou Traoré, ancien secrétaire général de la FEANF, a de par ses fonctions bien connu cette association de l'intérieur. Son expérience en tant qu'ancien militant et ses contacts personnels lui permettaient de faire une étude exhaustive de la FEANF, depuis sa création en 1950 jusqu'à sa dissolution par le gouvernement français en 1980. Mais très vite, l'auteur s'aperçut de la disparition des documents importants et les témoignages de ses anciens collaborateurs « ne semblent pas toujours objectifs, parce qu'ils ont tendance à déformer les faits et à surestimer leur propre contribution » p. 12.

L'ouvrage comprend trois parties: Tout d'abord la période coloniale de la FEANF, c'est-à-dire de sa création en 1950 aux indépendances en 1960; ensuite la période post-coloniale: de 1960 à sa dissolution en 1980 et enfin, la chronologie des principaux événements ayant jalonné les trente années de son existence.

Près de la moitié du livre est consacrée à la période coloniale de la FEANF: quarante-cinq pages sur les cent-deux. Il y a analysé successivement ses origines, ses buts, ses structures, son combat politique et donné une liste des responsables pour la période de 1951 à 1959.

La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire fut créée après les assises des congrès constitutifs tenus à Lyon les 5, 6 et 7 avril 1950 et à Bordeaux les 28, 29 et 30 décembre 1950. Ses objectifs étaient entre autres, de faire le lien entre toutes les associations d'étudiants d'Afrique noire en France, de défendre les intérêts matériels et moraux de ces étudiants, de représenter officiellement les associations d'étudiants d'Afrique noire auprès de toutes les autorités administratives et universitaires, d'étudier les problèmes relatifs à l'Afrique noire et de faire connaître à ses membres les milieux français et étrangers...

La FEANF regroupait quatorze sections territoriales rattachées aux territoires suivants: Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte-d'Ivoire, Bénin, Gabon, Guinée (Conakry), Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Centrafrique, Sénégal, Mali, Tchad et Togo. Elle avait aussi des sections académiques correspondant aux villes universitaires de France et qui regroupaient des étudiants africains d'une même académie, indépendamment de leurs territoires d'origine. Elle en comptait vingt sections académiques en 1959. Son instance suprême est le congrès qui se tenait à Paris.

Le combat politique de la FEANF pour l'indépendance des colonies françaises d'Afrique était dirigé d'une part, contre l'Union française, contre la Loi-cadre et la Communauté rénovée et d'autre part, pour l'indépendance totale de l'Afrique et l'Unité africaine. Ce dernier point a canalisé beaucoup d'énergie et d'initiative, parce que la FEANF a toujours lié la lutte pour l'indépendance de l'Afrique à la lutte pour son unité; d'où l'idée de panafricanisme tant défendue dans ce milieu d'intellectuels et que l'on retrouvait aussi dans le journal de la FEANF intitulé *l'Étudiant d'Afrique Noire*. C'était un organe de combat,

anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-néocolonialiste et qui était animé entre autres par Albert Tévoédjrè, Osendé Afana, Léopold Agboton...

Il est à noter que les membres du premier comité exécutif élus au congrès de Paris des 21 et 22 mars 1951 comprenait: la Présidente: Solange Faladé (Bénin); un secrétaire général: Amadou Mathar M'Bow (Sénégal); un secrétaire adjoint: Nki Traoré (Guinée, Conakry); un trésorier: Abdou Moumouni (Niger). Le premier président de la FEANF, fut une présidente: un exemple éclatant pour tous ces « généraux du Nord », champions de l'émancipation de la femme africaine.

Quant à la période post-coloniale, l'auteur a tenté de faire la lumière sur les activités de la FEANF face aux indépendances en Afrique et les problèmes qui y sont reliés. Ainsi, au début des années 1960, le mot d'ordre de combat n'était pas la lutte contre le colonialisme, mais plutôt contre le néo-colonialisme. C'était aussi la période des perquisitions menées par les autorités françaises contre les membres dirigeants de la FEANF et l'expulsion de plusieurs d'entre eux de la France. Tout au long de cette période, la FEANF a dénoncé l'impérialisme, le néo-colonialisme et aussi certains de ses anciens dirigeants qui travaillaient dans des organisations internationales ou collaboraient avec les régimes politiques en place; ceux qui, selon Sékou Traoré, « ont cessé toute activité militante au nom de l'obligation de réserve, et regorgent de dollars américains, menant un train de vie de luxe qui leur fait oublier la misère des peuples africains » p. 78.

Ces genres de prise de position et sa lutte contre les milieux néo-coloniaux et autres problèmes internes ont contribué à sa dissolution le 5 mai 1980 sur ordre du gouvernement français « qui ne faisait alors qu'entériner officiellement la fin d'une organisation déjà morte » p. 78.

Tels sont les principaux éléments abordés dans ce livre dont le principal mérite n'est certainement pas la qualité de l'analyse, mais plutôt la somme des renseignements. Plusieurs

appréciations de l'auteur me laissent perplexe, parce que subjectives et même parfois très discutables: À mon avis, il est inexact d'affirmer comme l'a fait l'auteur que « l'Afrique, ce magnifique continent qui, avant la pénétration étrangère, formait un tout harmonieux et imposant... » p. 28. Il est difficile aussi de partager ses idées sur ses anciens collègues installés en Europe ou travaillant dans les organisations internationales. Le nationalisme africain qu'il défend et que je soutiens également ne doit pas passer nécessairement par la seule voie qu'il semble tracer pour tout le monde.

Ces quelques réserves n'ôtent rien à ce beau travail qui doit contribuer à produire un ouvrage plus exhaustif sur la FEANF.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'Administration
Cotonou, Bénin*

CARAÏBES

CENTRE D'ÉTUDES DE GÉOGRAPHIE TROPICALE (CNRS), *Atlas d'Haïti*. Talence (France), Centre d'Études de géographie Tropicale (CNRS) et Université de Bordeaux III, 1985, 146 p., 32 cartes, bibliographie.

L'Atlas d'Haïti, publié avec le concours du ministère des Relations extérieures de France et réalisé sous le patronage de la Société haïtienne d'histoire et de géographie par le Centre d'études de géographie tropicale du CNRS et de l'Université de Bordeaux III, sera bien accueilli par tous ceux sur qui la « première République noire » exerce encore fascination et curiosité, mais risque d'être froidement reçu par l'intelligentsia haïtienne qui sera surprise de constater le peu de cas qui a été fait dans cet Atlas de ses travaux de recherche des quinze dernières années. À titre d'exemple, il est étonnant que nulle part il